

Sol et Civilisation

Décembre 1997

La Lettre - numéro 7

ISSN 1252-9419

EDITORIAL

L'ultra libéralisme mondial déstabilise fortement un certain nombre de repères fondamentaux, inquiète les peuples. Mais qu'on le veuille ou non, il constitue la tendance lourde actuelle, aussi bien aux niveaux européen que mondial. Des ruptures se développent, brutales. Des conflits sociaux ou régionaux ne sont pas à exclure.

Face à ces phénomènes, nous devons réagir en permettant aux populations de se responsabiliser sur leurs territoires. Une prise de conscience constructive dans la réflexion et l'action, à partir du développement local, permettra de proposer aux politiques des correctifs à amener aux fonctionnements européens et mondiaux.

Les Sixièmes Assises de Sol et Civilisation, le 25 septembre dernier, avaient pour thème : *"Pour une planète vivante, des hommes responsables sur leur territoire"*.

Et, nous avons pu constater que même dans un environnement aussi difficile que celui de la Bretagne dans les années 60, ou de Madagascar dans les années d'après collectivisation, lorsque les hommes s'organisent pour gérer leur territoire, leurs productions, leur économie au mieux de l'intérêt commun, il est possible de relancer une démarche de développement. Et mieux, il est alors possible de s'ouvrir au reste du monde sans y perdre son âme.

Car il ne s'agit pas de rester blottis frileusement autour de notre clocher. L'émulation entre les hommes et les économies demeure un stimulant nécessaire pour le progrès de l'humanité. Mais l'Homme doit rester le moteur et le bénéficiaire de toute évolution. Il ne faut pas confondre croissance et développement. Et pour qu'il puisse maîtriser et piloter cette évolution au niveau national, européen et mondial, il doit en faire l'apprentissage au niveau local.

Nous pouvons construire les bases d'une nouvelle régulation au niveau national, européen et mondial. C'est un travail de longue haleine. Il faudra peut-être une génération pour le mener à bien. Mais, d'une certaine manière, nous n'avons pas le choix.

Raymond Lacombe

¹ Le compte rendu complet des débats est disponible auprès de l'association

Au fil des pages ... Eddy /

Les saisons du Mené	2
Paul Houée /	
Organisations professionnelles et développement sur les Hauts Plateaux malgaches	3
Emile Rakotondrazafy /	
Ralison Andrianamandranto /	
Gestion des territoires en Suisse	4
René Schwery /	
Et si on délocalisait en France ?	5
Georges Chavanes /	
Le libéralisme exacerbé actuel est-il compatible avec la vie des territoires ?	6-7-8
Jacques Delors → A tapu	

Les saisons du Mené, une démarche de développement local, née d'un espoir populaire en Centre Bretagne - Paul Houée¹

Au bilan

Printemps du Mené (1965-75)

Les "landes du Mené" forment une zone pauvre de la Bretagne intérieure à l'écart des villes et des grands axes de communication. En 1962, ce pays est une "communauté d'infortune" qui vient de perdre 20% de sa population et craint d'être une fois de plus oublié. Ce malaise et un espoir latents s'expriment à partir d'une enquête participation (méthode Lebret). Durant l'été 1965, dans les réunions locales, plus de 8000 personnes expriment leur identité, leur volonté de vivre, autour d'un slogan devenu célèbre : "le Mené, un pays qui ne veut pas mourir".

Le Mené invente son propre plan de développement autour de trois axes : la modernisation de l'agriculture, la rénovation de l'artisanat, un tourisme bien réparti. On passe d'une identité dépressive à une identité prospective. Un tel mouvement venant d'un territoire pauvre surprend tout le monde. Mais en 1969, avec la Politique de la Rénovation Rurale, le Mené sort de la marginalité.

L'été du Mené (1975-90)

Il faut la solidarité et la solidité d'un enracinement local et la reconnaissance des pouvoirs établis pour qu'une dynamique de développement territorial parvienne à maturité. L'expérience du Mené connaît un nouveau départ. Le "pays qui ne veut pas mourir" devient "le pays qui se prend en main". De nouvelles associations se créent pour le développement agricole, les groupements d'achats des artisans, la formation et l'information, la coordination des services aux personnes âgées, le développement touristique. En 10 ans, 1200 emplois nouveaux sont créés. Mais l'équipe du Mené s'est-elle bien renouvelée ?

L'automne du Mené (1990- ...)

Tout dynamisme de développement local est menacé par une certaine sclérose. Le Mené n'y fait pas exception. Le Mené s'interroge sur l'efficacité et le devenir de son action.

Des changements importants assez bien maîtrisés

Le déclin démographique a été freiné malgré l'absence de pôles urbains. Le Mené a réussi la transformation d'une économie paysanne traditionnelle en un bassin agricole et agroalimentaire relativement solide. Autre réussite bien visible : l'aménagement du cadre de vie.

Des changements plus profonds

Début 1996 est créé un Office de Développement Culturel du Mené qui rassemble à parité des élus et des responsables associatifs. Il connaît des débuts très prometteurs. Se forme là la nouvelle équipe du Mené.

Avec le temps, cette démarche a induit le renouvellement des dirigeants, des rapports entre élus, acteurs socioprofessionnels et délégués associatifs, avec des temps forts de coopération pour l'élaboration des opérations programmées et des moments de tension quand les élus se sentent menacés, quand les délégués se sentent oubliés ou mis sous tutelle.

Dès qu'une menace apparaît (fermeture d'entreprises, etc) la population se regroupe autour de la structure du Mené. La participation se fait surtout par les canaux classiques de la démocratie électorale. Chacun participe activement aux élections municipales. Beaucoup de communes ont des commissions extra municipales, parfois des assemblées annuelles de population. Le Mené a largement contribué à animer ce niveau local.

Mais la reconnaissance officielle des "pays" à un niveau encore plus vaste risque d'aggraver le fossé entre le citoyen de base attentif à ses problèmes quotidiens et les dirigeants pris dans l'engrenage des programmes, des procédures de la Région, de l'Etat, de l'Union Européenne.

Pour concilier l'effet de proximité et la taille suffisante pour traiter au niveau approprié les problèmes de développement, compte avant tout la formulation d'un projet cohérent, intelligible pour tous. Le développement local apparaît comme une reconquête de nouvelle citoyenneté, de rééquilibrage entre relations sociétaires et solidarités communautaires. Il s'inscrit dans le double mouvement de mondialisation des échanges et de revalorisation des appartenances.

En conclusion, Paul Houée cite un vieux paysan de sa commune dont la vie militante a connu plus d'efforts tenaces que de réussites : "chez nous, on ne peut jamais s'arrêter, croire que c'est gagné. Mais il ne faut pas être pressé, la vie finit toujours par gagner. Après tout, l'essentiel c'est que ça pousse".

1- prêtre, secrétaire général de l'association Centre Bretagne Développement (Loudéac-Mené)

Organisations professionnelles et développement sur les Hauts Plateaux malgaches

Emile Rakotondrazafy, agriculteur¹

Au début des années 1980, après quelques années de régime socialiste marxiste, les paysans malgaches vivent d'énormes difficultés. Les services et l'encadrement élémentaires ne sont pas assurés, ni pour l'agriculture, ni pour l'élevage. Les infrastructures n'existent pas ou ne sont plus entretenues. L'accès au crédit est impossible.

L'association des paysans catholiques, la JAC malgache dont Emile Rakotondrazafy faisait partie, a interpellé l'administration pour avoir des agents de vulgarisation et des vétérinaires dans les villages, pour bénéficier des crédits de la soi-disant Banque des paysans producteurs. L'Etat n'a donné aucune suite à ces interpellations.

L'église offrait alors le seul espace où se regrouper. C'est donc sous son patronage qu'est créée une première association en 1985. Ses objectifs : des pistes praticables toute l'année et l'octroi de crédits aux paysans. Mais les divergences de vues entre les notables, désignés par les églises et les paysans sont grandes. L'association de paysans FIFATA (Association pour le Progrès des Paysans) indépendante et autonome est donc créée en 1989 à Antsirabe. Elle continue la mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédits dans les villages. Puis les activités s'étendent progressivement à l'approvisionnement en engrais, en produits phytosanitaires, en semences, en petit matériel, à la collecte puis à la commercialisation en commun, à l'information par la création d'un journal et à la formation.

Faute de cadre juridique approprié, toutes ces activités sont réalisées sous un statut d'association ; la législation coopérative datant de l'époque socialiste - marxiste.

FIFATA a deux objectifs principaux : responsabiliser les paysans et leur permettre de vivre de l'agriculture et de l'élevage.

Des résultats intéressants

FIFATA compte actuellement 2 600 membres. Elle fonctionne bien, de manière autonome, avec des leaders élus par leurs pairs pour leur sens des responsabilités et des organes statutaires mis en place et contrôlés par les membres, aussi bien au niveau régional que dans les sections villageoises. L'amélioration du niveau de vie des membres de l'association est très sensible.

FIFATA a lancé des actions à caractère plus général : animation féminine, adduction d'eau potable, construction de barrage ou de marché communal, etc.

FIFATA a tissé des liens avec d'autres organisations paysannes : l'association des producteurs laitiers, le Cercle des agriculteurs malgaches... Ces organisations deviennent des partenaires incontournables du Ministère de l'agriculture et d'organismes tels la F.A.O...

Mais beaucoup reste à faire. Les problèmes des paysans malgaches sont encore nombreux : insécurité, enclavement, analphabétisme, accès à l'information, à l'éducation, accès aux structures de santé, etc. FIFATA est résolue à aller de l'avant pour résoudre ces problèmes. Ainsi, elle lutte actuellement pour que l'Etat mette en place une nouvelle législation pour les coopératives.

1- secrétaire général de F.I.F.A.T.A., administrateur de l'Union régionale des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels

Des pharmacies villageoises et mutualistes - Ralison Andrianamandranto²

Dans les années 80, début d'application des accords d'ajustement structurel, l'économie est étranglée. Les paysans veulent réagir en produisant davantage. Mais le paludisme, en autres, les cloue au lit une semaine sur deux. Seuls 38% des ruraux ont accès aux soins de santé. Il n'y a ni sécurité sociale, ni assurance maladie. Les paysans se sont donc réunis pour régler ces problèmes de santé et le premier d'entre eux : l'accès aux médicaments. Des pharmacies communautaires villageoises ont été mises en place avec l'appui de l'UNICEF. Chaque paysan y contribue. Un médecin a formé des prescripteurs parmi les paysans. Les symptômes du paludisme sont faciles à repérer. Le diagnostic fait, le prescripteur donne la bonne dose de Nivaquine. Le paludisme a ainsi disparu dans beaucoup de villages. Mais il y a d'autres maladies. L'expérience s'étend à d'autres villages. Actuellement, une trentaine de pharmacies communautaires villageoises fonctionnent. Chacune rassemble entre 20 et 120 familles. Depuis deux ans, les paysans se sont attaqués au manque de médecins de campagne, dans un contexte de désengagement de l'Etat. Dans les villes, beaucoup de jeunes médecins sont au chômage ou exercent un autre métier. AVANA a mené un travail d'information auprès d'eux. 10 jeunes médecins se sont installés dans le Vakinankaratra. Un médecin peut faire vivre normalement sa famille avec 10 000 habitants. Des systèmes comme les mutuelles de santé ont été imaginés et mis en place par les villageois. La cotisation régulière peut prendre la forme de sacs de riz.

2- Président de l'association AVANA qui a pour but d'accompagner des communautés rurales dans leur démarche d'auto-promotion

Gestion des territoires en Suisse et importance des acteurs locaux

René Schwery¹

L'aménagement du territoire a pour but de coordonner les activités ayant des effets sur l'organisation du territoire dans le but d'assurer une utilisation rationnelle et mesurée du sol et de garantir un développement durable. Il doit donc favoriser la vie sociale, économique et culturelle des diverses régions en tenant compte de leurs besoins spécifiques en associant les acteurs locaux.

En Suisse, les autorités chargées de l'aménagement du territoire doivent renseigner la population et veiller à ce qu'elle puisse participer de manière adéquate à l'établissement des différents instruments de planification.

Les structures politiques en Suisse sont très fortement imprégnées de la notion de fédéralisme, du principe de subsidiarité, du respect de l'autonomie communale et de la liberté du citoyen.

Depuis 1848, la Suisse est un Etat fédératif. Les cantons ont renoncé à certaines de leurs prérogatives en faveur de la Confédération dans le but d'accroître la prospérité commune et de mieux protéger les droits et les libertés des citoyens. La Confédération a ainsi le devoir d'établir certains principes tandis que le soin de la mise en oeuvre est de la compétence des cantons. L'aménagement du territoire est avant tout l'affaire des cantons.

Le canton du Valais a montré la volonté de promouvoir l'économie et le tourisme et de défendre la qualité de la vie par le respect et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, de réduire les disparités régionales, de sauvegarder les terres productives et les mayens (élément essentiel du patrimoine valaisan, ils correspondent à une étape saisonnière des exploitations agricoles traditionnelles d'élevage, entre hivernage au village et l'estivage à l'alpage) et d'éviter que les friches ne deviennent des forêts : qu'on ne marche vers une banalisation du paysage.

Depuis 1950, l'espace vital suisse s'est modifié plus fortement et surtout plus rapidement que durant toute l'histoire de sa civilisation. Cette transformation ne peut être dissociée de progrès économiques et sociaux indéniables. Toutefois, on assiste à un double mouvement de concentration et de diffusion

qui se manifeste par la baisse de la qualité de la vie en ville, l'afflux de population résidente dans les communes de la proche périphérie et la perte de substance des régions rurales.

Il est grand temps de passer à une vraie politique d'action basée sur la complémentarité entre les régions urbaines et les régions rurales.

Les régions alpines comme le Canton du Valais remplissent des fonctions d'intérêt général par la valorisation active du territoire alliant la promotion d'activités socio-économiques à la protection des milieux naturels et des paysages. D'où la recherche de l'équilibre entre le tourisme intensif et le tourisme extensif, la valorisation des produits agricoles et le maintien des savoir-faire propres à chaque région, la décentralisation des nouveaux équipements publics culturels et sociaux en facilitant l'accès aux télécommunications, etc.

La réussite de ce développement dépend pour l'essentiel du maintien sur le territoire du "citoyen résident".

La mise en place d'une telle politique est exigeante. Elle présuppose qu'on fasse appel à la participation active de la population, à la collaboration des différentes collectivités et agents économiques et sociaux. Le résultat d'une telle politique dépend fortement de la qualité de la coordination. Pour atteindre les objectifs du développement rural souhaité, les cantons doivent disposer des moyens adéquats et du soutien des autorités supérieures.

Celles-ci devraient s'engager à mettre en oeuvre une politique d'aide financière pour les régions rurales et de montagne visant à maintenir ou implanter des exploitations agricoles, des entreprises artisanales commerciales ou industrielles, à faciliter l'installation des jeunes dans ces régions, à rémunérer les prestations écologiques fournies par les populations rurales, etc.

Ainsi les régions rurales et les régions de montagne en particulier, deviendront un vrai complément aux régions urbaines et non pas seulement le poumon vert des citoyens en mal de ruralité.

1- Responsable de l'aménagement du territoire du Canton du Valais

“Nous vivons à l'heure actuelle un processus de mondialisation. On peut le regretter. On peut y être favorable. Il n'en reste pas moins que ce processus induit des nécessités de changements. Et qui dit nécessité de changement, dit deux procédés pour l'aborder : l'anticipation ou la démarche pragmatique. Dans une économie extrêmement complexe, qui place la mondialisation au rang d'objectif et avec les structures dont nous disposons, l'anticipation est très difficile.

Seule l'approche pragmatique, que l'on peut qualifier de libéralisme d'adaptation, est possible. Le libéralisme est le système qui permet de s'adapter le mieux possible, à une situation nouvelle, évolutive, dans laquelle on entre progressivement au travers des entreprises et du marché.

Est-ce à dire que c'est là la solution de l'avenir ? Je ne le crois pas. Quand nous aurons modifié un certain nombre de choses et surmonté certains obstacles, un processus normatif se mettra en place, vraisemblablement à l'échelle mondiale, de façon à corriger les éléments difficilement supportables. Aujourd'hui, nous sommes devant des problèmes d'extension du libéralisme dus à l'adaptation des sociétés face à une situation évolutive qui va vers cet élargissement des marchés et des communications. C'est une situation de fait. Le monde rural est une victime de vagues libérales antérieures.

Mais, devant le libéralisme qui se met en place, comment préserver dans les milieux ruraux ce qui est essentiel à leur réanimation future ? Je suis en effet convaincu que les milieux ruraux recèlent les éléments nécessaires pour établir un contrepois véritable à ce que nous ne pourrions pas refuser : l'accroissement des échanges économiques mondiaux et ses implications.”

Jean Dupuis, Sol et Civilisation

Et si on délocalisait en France ?

Témoignage de Georges Chavanes¹

En tant que chef d'entreprise, P.D.G. de Leroy Somer pendant 28 ans, j'ai fait l'expérience captivante de construire une douzaine d'usines à la campagne, sous la pression d'un slogan du début des années 60 : "vivre et travailler au pays". Etant d'origine rurale, je trouvais en effet dramatique de devoir quitter son pays, faute de travail.

J'ai créé la première usine à La Louvesc, en Ardèche en 1962. Ce village ne comptait plus à l'époque que 400 habitants, pour 1200 au début du siècle. Sa mort était programmée. 35 ans après, l'usine est toujours là. Elle fonctionne bien et a fait des petits. Cinq usines ont été construites autour. Cela a permis de créer sur ces hauts plateaux 300 emplois tous très solides.

Cette entreprise qui marchait très bien a tenté le groupe américain Emerson. Quand Emerson l'a rachetée, ils ont voulu fermer les usines situées en milieu rural. Pour eux, elles n'avaient aucun sens, n'étaient sûrement pas rentables. Alors nous leur avons montré les chiffres et fait visiter les usines. Ils ont eu ce mot : "c'est génial". Ils ont constaté que la production était de qualité, que les résultats financiers étaient bons et que le climat social était excellent. L'absentéisme était de 1,5% dans l'usine de l'Ardèche contre 6 dans d'autres régions. Certes les employés sont intéressés au résultat, mais ils sont surtout attachés à leur usine et veulent qu'elle fonctionne, se développe et vive.

Les solutions existent. Elles sont à portée de main. Dans les années 60, la croissance était forte, c'était plus facile. Mais avec la croissance actuelle de 3%, il est tout à fait possible de créer des entreprises en milieu rural.

L'Etat intervient dans ce sens. Malheureusement les moyens de la DATAR sont trop réduits. C'est là une erreur stratégique à long terme. La DATAR devrait disposer de moyens suffisants pour permettre d'attirer des emplois dans les zones rurales.

Le rôle des élus n'est pas négligeable. Ils doivent organiser l'accueil et prendre conscience des possibilités offertes par la création des communautés de communes. En agissant ensemble, cela permet d'avoir des moyens financiers plus élevés, une dotation globale de fonctionnement pour agir, d'obtenir des prêts pour financer des logements sociaux et permettre à des jeunes qui veulent vivre au pays, mais qui souvent n'y trouvent pas de logements convenables, de le faire. Les opérations programmées d'amélioration de l'habitat viennent d'être facilitées. Le taux de TVA est passé de 20,6% à 5,5%. Il faut reconstruire nos villages pour y attirer des gens. Par contre, je condamne l'augmentation de l'impôt sur les sociétés. Toutes les entreprises vont chercher à faire des bénéfices ailleurs qu'en France avec les conséquences que l'on peut imaginer sur l'emploi.

Ceci étant, j'ai une foi parfaite dans l'avenir. Il est dans les mains des élus de toutes les communes de France.

¹- Ancien Ministre de l'Artisanat

Le libéralisme exacerbé actuel est-il compatible avec la vie des territoires ?

Jacques Delors¹

Des Trente Glorieuses à la période dite de crise qui a suivi, les thèmes et les tendances sont restés les mêmes. Le thème de "Paris et le désert français" a perduré. Les tendances comme les migrations de la campagne vers la ville ou le vieillissement de la population rurale se sont maintenues. Les politiques d'aménagement du territoire étaient largement influencées par la fascination des grands réseaux de circulation des biens et des personnes et par l'objectif de la compétitivité.

Il est très difficile de discerner ce qui est immuable de ce qui est changeant dans la société. Mais ma conviction est que nous affrontons une grande mutation dont je rappellerai les traits essentiels pour présenter quelques options pour le futur. Enfin, puisqu'une transition doit s'opérer, j'aborderai la question suivante : dans quelle mesure l'intelligence et la puissance de l'homme, les intelligences collectives d'une nation ou d'un groupe de nations, peuvent-elles infléchir un modèle en train de se créer ?

Cette grande mutation est le fruit de l'addition des vagues successives de la mondialisation et du choc du progrès technique.

La mondialisation se caractérise par l'ouverture des marchés nationaux et le développement des échanges. Depuis quelques années, les progrès de l'Europe en matière de croissance économique dépendent essentiellement des exportations qu'il s'agisse du marché mondial des monnaies et des capitaux dont la rationalité n'est pas toujours évidente, de l'émergence de nouveaux compétiteurs comme l'Asie du sud-est qui abrite 1,3 milliards d'habitants ou de l'Amérique Latine, trop souvent oubliée. Ils dépendent également de la multiplication des problèmes transfrontaliers, de l'environnement et dans un autre ordre d'idées, des nouvelles technologies de l'information.

Il en résulte trois conséquences simples :

- La tension entre le global et le local. Dans nos sociétés, un fossé se creuse entre ceux qui pensent et agissent "global" en raison de leur fonction et ceux qui pensent et agissent "local". Les comportements des premiers déconcertent voire scandalisent les seconds. Cette tension est aussi celle des chefs de gouvernement qui s'interrogent sur leurs marges de manœuvre, des chefs d'entreprises qui se demandent où localiser des activités...

Elle va jusqu'à poser le problème de l'enracinement de chacun, de son sentiment d'appartenance. C'est donc un élément extrêmement sérieux, qui mériterait d'être pris en compte par nos éducateurs lorsqu'ils enseignent à nos enfants ce que l'humanité a déjà appris sur elle-même.

- La modification progressive de la manière d'agir et de raisonner des forces du capital

Nous ne sommes plus dans les Trente Glorieuses au cours desquelles régnait un équilibre entre les forces du capital et du travail. Cet équilibre a disparu pour laisser place à un déséquilibre dont certains se félicitent, mais qui ne rend pas facile la recherche des compromis dynamiques nécessaires aux progrès de la société. Les entreprises doivent, sous la pression des actionnaires et notamment des fonds de pensions, se réorganiser pour obtenir des résultats rapides. Le paradoxe c'est que dans une société qui se mondialise, où les aléas se multiplient, beaucoup d'entreprises raisonnent à court terme. On publie des comptes trimestriels à New York !

- L'Europe est défiée par ces transformations, alors que pendant longtemps, elle a été une des pièces maîtresses de l'histoire du monde, politiquement et économiquement.

Le progrès technique a, lui, deux locomotives : les nouvelles technologies de l'information et les biotechnologies. Aujourd'hui, on a peine à dire jusqu'où les premières transformeront les modes de production et les modes de vie. Quant aux biotechnologies, elles posent de grands problèmes éthiques. Nous allons vers une société cognitive, une société de la science, de la connaissance. D'ores et déjà, on peut affirmer que le choc du progrès technique met à mal les travailleurs peu qualifiés, qu'il est à la source d'une possible fracture sociale dans notre société. Même les économistes partisans du libéralisme sont d'accord avec cette affirmation. Tous les chiffres, toutes les statistiques concordent. Il s'agira demain de recevoir l'information, de comprendre les principes de la science, de traiter et sélectionner l'information ; et ce, au sein de phénomènes humains de plus en plus complexes.

Trois conséquences prévisibles :

Nous ne sommes plus au temps du Taylorisme.

En effet, chaque travailleur doit être capable de produire dans un monde de plus en plus dématérialisé et de contrôler son travail. C'est là une des difficultés des grandes industries. Elles ont du mal à passer à cette nouvelle forme de production, d'organisation et de contrôle du travail.

D'autre part, les perspectives de travail à domicile qui peuvent intéresser les aménageurs du territoire et les défenseurs du monde rural sont remarquables. Enfin, le progrès technique frappe les travailleurs les moins qualifiés au sens courant du terme. Les statistiques du chômage de longue durée et de la pauvreté sont explicites.

La modification de la gestion du temps.

L'Europe a multiplié sa richesse, sa production par trois en 40 ans en diminuant de 30% la quantité du travail qu'elle y consacrait. En 1950, un européen consacrait 100 000 heures dans sa vie au travail contraint, pour gagner sa vie et parfois pour la réussir. Aujourd'hui il n'y consacre plus que 70 000 à 75 000 heures et dans 20 ans 45 000 heures. Le temps devient une donnée fondamentale de l'organisation de la société et une chance pour le territoire. Bien sûr, ces éléments appellent à la rupture de la séquence classique à savoir : le temps pour étudier, le temps pour travailler, le temps pour la retraite. Ce schéma est en train d'exploser puisqu'il faut apprendre toute sa vie et savoir vivre des périodes sans travail.

Enfin, la constitution de grands ensembles.

La communauté européenne a donné l'exemple. Aujourd'hui le Mercosur, le Nafta se développent, l'ASEAN se transforme. Certains pays qui n'ont pas la dimension de la Chine ou de l'Inde cherchent ainsi à se regrouper pour mieux défendre leurs intérêts mais aussi, peut-être sans le savoir, pour faire émerger une régulation de la globalisation ; régulation qui n'existe pas encore car les faits vont plus vite que les institutions.

Quelles sont les options pour le futur ?

Le grand écart croissant entre le monde des instruments et le monde des valeurs est une chance pour les thèses que nous défendons.

Les instruments sous l'effet de la société industrielle puis de la société postindustrielle changent radicalement. Mais les valeurs et le comportement des gens ont du mal à s'adapter. De ce fait, ils ne se sentent pas obligés d'instrumentaliser leur vie en fonction des données seules de la vie économique et technique. Après tout, ces valeurs peuvent s'exprimer en trouvant une synthèse avec le monde des instruments. C'est là où tout ce qui fait la valeur du monde rural, son sentiment d'appartenance à une collectivité, son enracinement, peut retrouver un sens.

Contrairement à ceux qui pensent uniquement "global" et qui nous donnent des leçons tous les jours, le monde des valeurs n'est pas obligé de s'aligner sur le monde des instruments.

Cette affirmation mériterait d'être nuancée. Il est vrai que l'individualisme est dominant aujourd'hui et qu'il faut en tenir compte. Mais le sentiment d'appartenance et la nécessité d'un enracinement n'ont pas disparu. On le constate même en politique. Le développement des mouvements populistes est

aussi du fait que les personnes qui les composent recherchent des valeurs communautaires, des éléments pour donner un sens, pas simplement individuel, mais collectif à leur vie.

L'individu au-dessus de la société, c'est un peu le fin du fin du libéralisme. Ainsi, lors des Conseils Européens, lorsqu'étaient évoqués les partenaires sociaux, syndicats agricoles, organisations patronales ou syndicats ouvriers, Madame Thatcher tapait sur sa table et disait qu'ils n'existaient pas, qu'elle ne connaissait que les individus. C'était là la pensée la plus pure de ce que pourrait être un certain libéralisme porté au niveau politico - idéologique.

Donc le grand écart entre le monde des instruments et le monde des valeurs, qui a toujours existé, qui aujourd'hui prend une forme prégnante n'est pas une menace. C'est une chance pour ceux qui considèrent que le monde des valeurs peut rester fidèle à lui-même sans pour autant tomber dans l'archaïsme.

Autre option, la société cognitive et son impact.

La connaissance prend un rôle de plus en plus important dans la société. La structure actuelle de la population active en est la preuve ; témoins le travail à domicile, la dématérialisation d'une partie de la production et des échanges qui modifie la nature des relations entre l'homme et son travail. Sur ce point, le monde rural garde sa spécificité. L'agriculteur, l'artisan ont un lien direct avec leur travail.

Enfin, l'éducation devient nécessaire tout au long de la vie. Si la connaissance progresse, il faut que l'homme soit en mesure de mieux se connaître, de mieux comprendre les autres, d'apprendre à apprendre et d'apprendre à faire.

La montée de la société de l'information. J'ai voulu attirer l'attention des chefs de gouvernements sur ce point alors que j'assumais mes fonctions à la Commission Européenne. En vain ! Nous devons réfléchir sur les conséquences humaines, sociales, conviviales de la société de l'information sans jamais oublier deux éléments. D'une part, il existe une distinction importante entre la communication et la relation. D'autre part, en dépit de ces obstacles, la société de l'information peut être un atout pour la décentralisation et certaines formes positives de travail à domicile.

La variable temps est une composante essentielle de ces changements. Cette question ne se ramène pas uniquement aux 35 heures. Puisque le temps de travail contraint, nécessaire pour produire les biens et les services dont nous avons besoin, va diminuer de manière drastique, la société ne peut-elle pas collectivement penser ce passage et s'y adapter ?

Les ultra libéraux prônent de laisser faire le marché. Mais nous n'abordons pas là simplement des valeurs de marché. Le temps va prendre de plus en plus d'importance en qualité et en intensité. C'est une chance pour l'aménagement du territoire.

Dans les 25 prochaines années, une longue et difficile transition

Elle rencontrera quelques problèmes principaux :

Le décalage entre la globalisation du marché et l'adaptation des institutions.

Lors du 50ème anniversaire de l'O.N.U., l'adaptation de l'O.N.U. à la globalisation n'a pas été abordée ! J'avais proposé la création d'un conseil de sécurité économique, en y associant tous les pays, pour permettre à l'humanité d'avoir conscience de ce monde en train de changer...

Pour l'agriculture notamment se pose un problème important, mal traité jusqu'à présent : la division du travail au sens classique du terme est-elle optimale ? Je n'en suis pas convaincu. Nous achetons du riz à des pays qui ne peuvent pas répondre aux besoins élémentaires d'alimentation de leur peuple, alors que leur terre le leur permettrait. Et nous sommes obligés de nous soumettre à une concurrence impitoyable qui aboutit à la concentration des entreprises et à la disparition des agriculteurs. Nous nous disputons entre européens pour savoir quel quota d'exportations donner à la Thaïlande sur tel produit sans nous préoccuper de savoir comment est nourrie la population thaïlandaise ; trop contents de pouvoir leur vendre une partie de leur nourriture. Est-ce là une bonne utilisation des richesses de la nature ?

Le devenir de la construction européenne

Entre une "Europe espace" dont l'objet est de s'adapter à ce libéralisme sans fin et une "Europe puissance", que choisirons-nous ? Serons-nous capables d'organiser la convergence dans la diversité puisque la diversité est un des traits et une richesse de l'Europe ?

La dernière réforme de la P.A.C. n'a pas donné de si mauvais résultats. Une nouvelle réforme s'annonce et les conflits d'objectifs restent présents :

- conflit entre la recherche de la compétitivité et le maintien d'un nombre minimum d'exploitations. Le vieillissement de la population agricole ne peut pas être une excuse pour trancher ce problème en faveur de la compétitivité.
- conflit d'objectif entre compétitivité et environnement,
- conflit entre les systèmes d'aide nécessaires.

L'objectif du développement rural

Alors qu'en 1988, cet objectif avait été ajouté à la politique commune, aujourd'hui, on veut l'y intégrer. C'est là un grand sujet de réflexion. Beaucoup d'acteurs locaux se sont tournés vers l'objectif 5b de développement rural. Non pas seulement parce que la Commission leur apportait le complément indispensable de financement pour réaliser des opérations, mais plus fondamentalement parce que cet objectif marquait la volonté de faire vivre les espaces ruraux.

Tout n'a pas été parfait. Mais c'est un choix politique qui demeure prioritaire.

La politique d'aménagement du territoire revient au cœur de la vie économique et sociale. Tous ces éléments nous obligent à une réflexion sur le modèle de développement de demain. Sans sacrifier la compétitivité synonyme d'indépendance, d'autonomie, de progrès du niveau de vie, ce modèle devrait prendre en compte les paramètres tels que le temps, l'environnement, les besoins liés aux nouvelles formes de vie et au travail des femmes et avant tout la reconstitution du lien social.

Si on partage cette analyse, si on admet que le rural est le produit de la coopération entre l'homme et la nature, la dichotomie classique entre l'urbain et le rural disparaît. Nous devons penser en termes de réseaux. Nous aurons des milieux ruraux traditionnels. Nous aurons des espaces ruraux très proches des villes. Nous aurons des villes à dominante rurale, non pas à cause de la nature de leurs activités mais à cause de la valeur ajoutée qu'elles apportent autour d'elles au milieu rural. Il suffit de regarder une carte de géographie pour s'en rendre compte. C'est là, du point de vue conceptuel, un élément essentiel qui ramène au territoire.

Le territoire est le lieu de réconciliation des instruments et des valeurs. Le territoire est le lieu où, enraciné plus ou moins consciemment, l'homme entretient des relations de tous types, productifs, non productifs, économiques, sociaux, affectifs avec les autres personnes et avec d'autres territoires. Lorsqu'il est déstabilisé par le global ou par la méconnaissance du monde tel qu'il est, il y retrouve ses racines et un équilibre.

Comme l'a dit Pierre Calame : "le territoire, c'est la vie".

Sol et Civilisation
vous présente ses meilleurs vœux
pour l'année 1998

La lettre de Sol et Civilisation
est tirée à 3 300 exemplaires

Directeur de publication :

Raymond Lacombe

Secrétaire de rédaction :

Carine Lamérand

Maquette :

Annie Borgeaud